LE DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE DE L'AFRIQUE : PROMESSE OU PRÉPARATION ?

Pourquoi l'avenir démographique de l'Afrique dépend des choix qu'elle fait aujourd'hui

Cheick Boucadry Traore

Un avenir qui ne doit pas être considéré comme acquis

L'avenir démographique de l'Afrique attire une attention croissante de la part des gouvernements, des institutions internationales, des économistes et des investisseurs.

Alors que les populations vieillissent dans de nombreuses régions du monde, plusieurs pays africains continueront de connaître une augmentation considérable de leur population jeune et de leur population en âge de travailler. Cette transformation est fréquemment présentée comme l'une des plus grandes chances du continent.

L'argument est convaincant. Une population croissante peut élargir les marchés intérieurs, renforcer la main-d'œuvre, stimuler l'innovation et créer de nouvelles possibilités de développement économique.

Pourtant, la croissance démographique et la transformation économique ne constituent pas un seul et même phénomène.

Un pays peut posséder une population nombreuse et jeune sans développer les institutions, les activités productives et les conditions sociales nécessaires pour convertir ce potentiel démographique en prospérité.

Les jeunes peuvent atteindre l'âge adulte avec des aspirations supérieures aux possibilités qui leur sont offertes. L'expansion de l'enseignement peut accroître le nombre de diplômés sans créer suffisamment d'emplois. Les villes en expansion peuvent attirer des millions d'habitants sans être capables de leur fournir des logements adéquats, des infrastructures suffisantes et des activités économiques productives.

L'avenir démographique peut donc créer des possibilités, mais il peut également révéler des faiblesses que les sociétés ont trop longtemps tardé à corriger.

Cette situation soulève une question fondamentale :

La transformation démographique de l'Afrique deviendra-t-elle une source de prospérité largement partagée, ou sa promesse restera-t-elle inaccomplie faute d'une préparation suffisante ?

La réponse ne se trouve pas uniquement dans les projections démographiques.

Elle dépend des décisions prises en matière de santé, d'éducation, d'emploi productif, de possibilités offertes aux femmes, de capacités institutionnelles et d'organisation à long terme du développement économique.

La démographie crée des circonstances. Ce sont les sociétés qui déterminent, à l'intérieur de ces circonstances, ce qui devient possible.

Comprendre ce que signifie réellement le dividende démographique

La notion de dividende démographique est fréquemment mal comprise.

Elle ne désigne pas simplement l'avantage économique que représenterait la présence d'un grand nombre de jeunes dans une population.

Plus précisément, elle renvoie à la possibilité d'une accélération du développement économique lorsque les changements dans la structure par âge de la population accroissent la proportion des personnes en âge de travailler par rapport à celle des personnes généralement dépendantes du soutien d'autrui.

À mesure que la mortalité diminue et que les familles choisissent progressivement d'avoir moins d'enfants, la structure par âge de la population évolue. Au fil du temps, la part des personnes en âge de travailler peut augmenter, tandis que la proportion relative des enfants diminue.

Dans des conditions favorables, cette transition peut contribuer à accroître la production par habitant, l'épargne des ménages, l'investissement et le niveau de vie.

Mais ces bénéfices ne sont ni automatiques ni permanents.

Une personne qui atteint l'âge de travailler ne devient pas automatiquement un travailleur productif. Le fait d'occuper un emploi ne garantit pas nécessairement un revenu suffisant. L'expansion de la population active ne signifie pas que les entreprises disposeront du capital, des infrastructures, des technologies ou des marchés nécessaires pour utiliser efficacement ses capacités.

Le dividende démographique représente donc une possibilité créée par l'évolution de la structure de la population, et non un avantage qui découle automatiquement de cette évolution.

Il exige la réunion de plusieurs conditions favorables.

Les individus doivent pouvoir traverser l'enfance en bonne santé, acquérir des connaissances et des compétences solides, accéder à des activités productives et participer à des institutions qui permettent de valoriser leurs contributions.

Les systèmes économiques doivent également générer une demande de travail suffisante et créer des conditions favorables à l'amélioration de la productivité.

En l'absence de ces conditions, l'avantage statistique associé à une proportion plus importante de personnes en âge de travailler peut coexister avec un sous-emploi généralisé, une insécurité économique persistante et des aspirations déçues.

Il est tout aussi important de reconnaître que les pays africains ne se trouvent pas tous au même stade de leur transition démographique.

Certains ont déjà connu des baisses importantes de la fécondité et des transformations de leur structure par âge. D'autres continuent d'enregistrer une croissance rapide de leur population enfantine et font face à des pressions différentes sur l'éducation, les soins de santé et les services publics.

Le calendrier, la durée et l'ampleur potentielle des possibilités démographiques varient donc à travers le continent.

Il ne peut exister un calendrier africain unique pour la réalisation du dividende démographique.

Chaque pays doit comprendre sa propre situation démographique et se préparer en conséquence.

La préparation commence bien avant l'âge adulte

Le développement d'une génération productive commence longtemps avant l'entrée des jeunes sur le marché du travail.

Il commence par la santé maternelle, la sécurité des accouchements, une alimentation adéquate, le développement de la petite enfance et la protection contre les maladies évitables.

Un enfant confronté à de graves carences nutritionnelles, à des maladies répétées non soignées ou à des insuffisances dans les premiers apprentissages peut subir des désavantages dont les effets se prolongeront tout au long de son existence.

Ces conditions influencent les résultats scolaires ultérieurs, le bien-être physique et les possibilités de participation à des activités productives.

Une stratégie démographique qui ne commence à s'intéresser aux jeunes qu'au moment où ils recherchent un emploi a donc déjà négligé certaines de ses responsabilités les plus importantes.

Les soins de santé et l'éducation doivent être considérés comme des investissements dans les capacités des générations futures.

La qualité des apprentissages mérite une attention particulière.

Accroître les effectifs scolaires est important, mais cela ne signifie pas nécessairement que les enfants acquièrent les connaissances indispensables pour progresser dans leurs études, comprendre le monde qui les entoure, résoudre des problèmes et développer des compétences véritables.

Lorsque la maîtrise fondamentale de la lecture, de l'écriture et du calcul, l'enseignement scientifique et la préparation des enseignants demeurent insuffisants, l'augmentation des effectifs ne suffit pas à établir les capacités nécessaires à la transformation économique.

L'enseignement secondaire, la formation technique, les universités et les institutions de recherche doivent s'appuyer sur des fondements solides.

L'objectif ne devrait pas être de produire un nombre toujours plus élevé de diplômés sans tenir compte de ce qu'ils ont réellement appris ni des possibilités qui leur sont offertes.

L'éducation ne doit pas non plus être réduite aux besoins immédiats du marché du travail.

L'avenir de l'Afrique exige des individus capables de mener une réflexion approfondie, de contribuer à la découverte scientifique, d'adapter les technologies, d'exercer leur jugement éthique et d'assumer des fonctions de direction dans les institutions.

Une économie mondiale en mutation aura besoin de personnes capables de continuer à apprendre tout au long de leur vie, plutôt que de dépendre exclusivement des compétences acquises à une étape donnée.

C'est pourquoi la préparation démographique doit être comprise comme un processus continu.

Elle relie le développement de la petite enfance, la qualité de l'éducation, la santé publique, les compétences techniques, la formation tout au long de la vie et les possibilités de participation à des activités productives.

Le dividende ne commence pas lorsqu'une génération devient nombreuse, mais lorsque la société a préparé cette génération à exercer pleinement ses capacités.

La question de l'emploi ne peut être éludée

L'épreuve économique décisive de l'avenir démographique de l'Afrique réside dans la relation entre la croissance de la population et l'emploi productif.

Une population active en expansion ne peut contribuer à une augmentation de la production nationale que si un nombre suffisant de personnes peut participer à des activités économiques créatrices de valeur.

Ce défi dépasse la mesure conventionnelle du chômage.

Dans de nombreuses économies africaines, un nombre considérable de personnes travaillent déjà, mais leurs activités procurent des revenus irréguliers, une faible productivité, une sécurité limitée ou des perspectives insuffisantes d'amélioration de leur situation.

Un jeune peut travailler à son propre compte sans avoir accès au capital, aux infrastructures, aux marchés ou à l'accompagnement technique nécessaires pour développer une entreprise viable.

Un travailleur peut exercer plusieurs activités simplement pour préserver des moyens de subsistance précaires.

Les statistiques de l'emploi ne révèlent pas toujours ces réalités.

La question n'est donc pas simplement de savoir si l'Afrique peut créer davantage d'emplois.

Elle est de déterminer si les économies africaines peuvent générer **des possibilités de travail plus productives, mieux rémunérées et offrant une sécurité croissante**.

L'agriculture demeurera essentielle à cette transformation. L'amélioration de la productivité, du stockage, de l'irrigation, de la transformation, de la distribution et de l'accès aux marchés peut renforcer les revenus ruraux tout en créant des possibilités économiques au-delà de la seule culture des terres.

L'industrie manufacturière peut soutenir l'emploi, l'apprentissage technique et les réseaux nationaux de production lorsque les conditions nécessaires à la compétitivité sont réunies.

La construction, la logistique, la santé, l'éducation, le tourisme, les services professionnels et les industries numériques développées de manière appropriée peuvent également y contribuer.

Aucun secteur ne pourra, à lui seul, absorber l'expansion de la population active du continent.

La tâche exige un développement économique diversifié et des relations plus solides entre les activités productives.

L'entrepreneuriat est important, mais il ne doit pas devenir un prétexte pour faire peser sur les seuls jeunes toute la responsabilité de la création d'emplois.

Créer une entreprise ne peut remplacer l'existence de marchés fonctionnels, de financements abordables, d'infrastructures fiables, de règles claires et d'une économie capable de soutenir la croissance des entreprises.

On ne peut pas davantage attendre raisonnablement de chaque jeune qu'il devienne entrepreneur.

Les sociétés ont besoin de salariés compétents, de chercheurs, de techniciens, de producteurs agricoles, de fonctionnaires, de professionnels qualifiés et de créateurs d'entreprises.

Elles ont également besoin d'institutions qui reconnaissent la dignité et la contribution économique des différentes formes de travail.

Les transformations technologiques introduisent une autre dimension.

L'intelligence artificielle, l'automatisation et les plateformes numériques peuvent créer de nouvelles possibilités tout en modifiant la demande de certaines compétences et de certains services.

L'Afrique ne peut présumer que les modèles d'emploi suivis par les sociétés qui se sont industrialisées plus tôt se reproduiront à l'identique.

Elle doit préparer les travailleurs et les entreprises à évoluer dans un environnement économique changeant, tout en développant des activités dans lesquelles les capacités humaines, l'innovation technologique et l'investissement productif se renforcent mutuellement.

Le dividende démographique ne peut être obtenu simplement en augmentant le nombre de personnes disponibles pour travailler. Il exige une économie de plus en plus capable de rendre leur travail productif et rémunérateur.

Les possibilités offertes aux femmes sont essentielles au dividende

Aucune réflexion sérieuse sur la transformation démographique ne peut ignorer la situation des femmes et des filles.

Leur accès à l'éducation, aux soins de santé, aux possibilités économiques et aux processus de décision influence le bien-être et les capacités productives de sociétés entières.

Lorsque les filles sont empêchées d'achever leurs études, lorsque les mariages précoces restreignent leurs choix ou lorsque les femmes rencontrent des obstacles persistants à l'emploi et à l'entrepreneuriat, le développement national perd des capacités difficiles à remplacer.

Les conséquences se prolongent à travers les générations.

Les possibilités éducatives offertes aux femmes peuvent influencer le bien-être des ménages, l'apprentissage des enfants, les décisions sanitaires et la sécurité économique.

Leur participation à l'économie peut élargir les activités productives, renforcer les ressources des ménages et accroître l'éventail des compétences dont dispose la société.

Cependant, ces bénéfices ne doivent pas constituer la seule justification des droits des femmes.

Les femmes et les filles ont droit à l'éducation, à l'autonomie corporelle, à la sécurité, à la santé et aux possibilités économiques parce qu'elles possèdent une égale dignité humaine, et non simplement parce que leur participation pourrait accroître le revenu national.

Ce principe est particulièrement important dans les discussions relatives à la fécondité et aux politiques démographiques.

La transition démographique est étroitement associée aux progrès de la santé, à la survie des enfants, à l'éducation et à la capacité des individus et des familles de faire des choix éclairés en matière de reproduction.

L'accès à des services de planification familiale fondés sur le libre choix, ainsi qu'aux soins de santé reproductive, peut aider les personnes à décider du moment où elles souhaitent avoir des enfants et de leur nombre.

Mais les objectifs démographiques ne doivent jamais justifier la contrainte ni la réduction des femmes au rôle d'instruments des politiques de population.

Le fondement approprié demeure la liberté, le choix éclairé et le respect des droits humains.

Les institutions économiques doivent également prendre en considération la répartition inégale des responsabilités familiales et des activités de soins non rémunérées.

La garde des enfants, les soins apportés aux proches âgés, les responsabilités domestiques, l'insuffisance des transports et l'insécurité de certains environnements de travail peuvent empêcher les femmes de poursuivre leurs études ou de participer pleinement à la vie économique.

La reconnaissance de ces contraintes est indispensable à l'élaboration de politiques réalistes.

L'Afrique ne réalisera pas son potentiel démographique tant qu'elle limitera les possibilités offertes à une partie considérable de sa population.

Le développement des capacités des femmes ne constitue donc pas un objectif social secondaire.

Il fait partie intégrante de l'avenir du continent.

Les villes, les communautés rurales et la géographie des possibilités

La transformation démographique modifie également l'organisation géographique des sociétés africaines.

Les populations urbaines augmentent, et les villes deviennent des centres de plus en plus importants d'activité économique, d'éducation, de commerce, d'innovation et d'échanges culturels.

La concentration urbaine peut présenter des avantages.

Les entreprises peuvent bénéficier de marchés plus vastes, de relations plus étroites avec leurs fournisseurs, d'un meilleur accès aux services spécialisés et de possibilités de partager les infrastructures et les connaissances.

Ces conditions peuvent favoriser la productivité et la diversification économique.

Mais une urbanisation rapide ne produit pas automatiquement de tels bénéfices.

Lorsque la croissance démographique dépasse la capacité des institutions urbaines à fournir des logements, des transports, de l'eau, des services d'assainissement, de l'énergie, des soins de santé et des emplois, les villes peuvent connaître une congestion croissante, une expansion des quartiers précaires, des pressions environnementales et une vulnérabilité économique accrue.

La présence d'une population urbaine importante ne constitue pas, en elle-même, une preuve de transformation réussie.

Les villes doivent être planifiées et administrées comme des espaces à la fois productifs et propices à une vie digne.

Dans le même temps, les zones rurales ne doivent pas être considérées comme des territoires destinés simplement à fournir des migrants aux centres urbains.

La modernisation agricole, l'agro-industrie, les services ruraux, les systèmes énergétiques décentralisés, les télécommunications et l'amélioration des transports peuvent élargir les possibilités au sein des communautés rurales.

Les investissements devraient renforcer les relations économiques entre les villages, les petites villes, les centres urbains secondaires et les grandes agglomérations.

Cette perspective territoriale est essentielle.

Un jeune ne devrait pas être contraint de quitter sa communauté simplement parce que l'éducation, les soins de santé, les infrastructures et les possibilités économiques indispensables y ont été négligés.

La mobilité peut constituer une source de progrès individuel et de dynamisme économique. Mais les migrations principalement provoquées par l'absence de perspectives locales viables révèlent des insuffisances auxquelles les politiques publiques doivent remédier.

La préparation démographique exige donc davantage que des projections nationales.

Elle suppose de comprendre où les populations augmentent, comment les établissements humains évoluent et quels services et possibilités économiques seront nécessaires dans les différents territoires.

Le dividende dépendra non seulement du nombre de personnes qui atteindront l'âge de travailler, mais aussi des conditions géographiques dans lesquelles elles pourront vivre et apporter leur contribution.

Les institutions doivent se préparer avant que les pressions ne deviennent des crises

L'une des faiblesses les plus graves de la planification du développement réside dans la tendance à ne répondre aux besoins démographiques qu'une fois ceux-ci devenus urgents.

Les écoles deviennent surchargées avant que le recrutement des enseignants n'augmente. Les structures de santé font face à une demande excessive avant que leurs effectifs et leurs infrastructures ne soient renforcés. Les villes connaissent une congestion importante avant que les systèmes de transport ne soient convenablement planifiés.

Les pressions sur l'emploi s'intensifient avant que des investissements productifs suffisants ne soient mobilisés.

Ces problèmes sont rarement entièrement imprévisibles.

Les tendances démographiques permettent souvent d'anticiper l'évolution des besoins, même si les projections comportent toujours une part d'incertitude.

Les gouvernements doivent développer les capacités institutionnelles nécessaires pour traduire ces informations en décisions prises au moment opportun.

Des données démographiques fiables doivent éclairer la planification de l'éducation, les investissements sanitaires, le logement, les infrastructures, les stratégies d'emploi et les finances publiques.

Cependant, les données ne suffisent pas à garantir la préparation.

Les institutions doivent également coordonner les responsabilités, affecter les ressources, évaluer les résultats et assurer la continuité des politiques malgré les changements de gouvernement.

Un pays peut disposer de projections démographiques précises et néanmoins ne pas se préparer correctement si ses pratiques budgétaires, ses systèmes administratifs ou ses priorités politiques ne tiennent pas compte de leurs implications.

La stratégie démographique devrait, par conséquent, devenir une dimension structurante du développement national, plutôt que de demeurer un document de politique publique isolé.

Elle doit être reliée à des programmes d'investissement réalistes, à des responsabilités institutionnelles clairement établies et à des résultats mesurables.

Les gouvernements devraient examiner régulièrement si les services essentiels et les possibilités économiques se développent conformément à l'évolution des besoins de la population.

Ils devraient également évaluer si les investissements publics produisent des capacités durables plutôt que de simplement accroître le nombre d'établissements ou de programmes.

Une telle préparation ne peut être accomplie au cours d'un seul mandat électoral.

Les enfants qui entrent aujourd'hui à l'école deviendront les travailleurs, les professionnels, les parents, les entrepreneurs et les dirigeants publics des décennies futures.

Leurs perspectives dépendent en partie de décisions dont les bénéfices pourront apparaître longtemps après le départ des dirigeants actuels.

La politique démographique constitue donc un exercice de responsabilité entre les générations.

Les coûts d'une préparation insuffisante peuvent être différés, mais ils ne peuvent l'être indéfiniment.

Au-delà du dividende : une responsabilité envers chaque génération

La notion de dividende démographique met l'accent sur les possibilités économiques associées aux transformations de la structure par âge de la population.

Cet accent est utile, mais il demeure incomplet s'il conduit les sociétés à apprécier les personnes principalement en fonction de leur contribution attendue à la production.

Les enfants, les personnes âgées, les personnes vivant avec un handicap et celles qui ne peuvent participer à un emploi rémunéré demeurent des membres à part entière de la société, ayant droit à la dignité, à la protection et à des possibilités d'épanouissement.

L'engagement d'un pays envers le développement humain ne peut dépendre uniquement de la contribution d'un individu à l'augmentation de la production économique mesurée.

La responsabilité démographique ne prend pas davantage fin lorsque la proportion des adultes en âge de travailler commence à diminuer.

Les populations jeunes d'aujourd'hui vieilliront elles aussi.

Les pays qui réussiront à accroître l'espérance de vie et à améliorer la santé auront progressivement besoin de dispositifs plus solides pour accompagner les personnes âgées,

notamment en matière de soins de santé, de protection sociale, d'accessibilité des lieux de vie et de possibilités de continuer à participer à la vie sociale.

La préparation de l'avenir démographique doit donc prendre en considération l'ensemble du parcours de vie.

Elle devrait permettre aux enfants de se développer, aux jeunes adultes de rechercher des perspectives porteuses de sens, aux familles d'acquérir une plus grande sécurité et aux personnes âgées de vivre dans la dignité.

Le dividende démographique doit être considéré comme une possibilité de renforcer ces fondements, et non comme une fin en soi.

Cette distinction est importante, car les indicateurs économiques peuvent s'améliorer sans garantir que la prospérité soit largement partagée.

La croissance globale peut masquer des disparités géographiques, des inégalités d'accès aux possibilités, une pauvreté persistante ou une dégradation des conditions environnementales.

La véritable mesure de la réussite démographique doit donc dépasser l'augmentation de la production nationale.

Elle devrait prendre en compte les progrès accomplis en matière d'apprentissage, de santé, d'emploi productif, de sécurité économique des ménages, de possibilités offertes aux femmes, de capacités institutionnelles et de durabilité du progrès.

L'objectif ne consiste pas simplement à profiter d'un avantage démographique temporaire.

Il consiste à utiliser cet avantage, lorsqu'il apparaît, pour construire une société plus solide et plus inclusive.

La génération qui ne peut attendre

L'avenir démographique de l'Afrique est souvent évoqué comme s'il s'agissait d'un événement encore lointain.

Mais la génération dont nous projetons l'avenir est déjà présente.

Ses enfants entrent dans les salles de classe. Ses adolescents développent leurs aspirations et se heurtent à des limites. Ses jeunes adultes recherchent des possibilités de mettre leurs connaissances en pratique, d'établir leurs moyens de subsistance et de participer au développement de leurs sociétés.

Leurs conditions de vie sont façonnées par les décisions prises aujourd'hui.

Le dividende démographique ne peut être obtenu par de simples déclarations optimistes sur la jeunesse de l'Afrique.

Il ne peut davantage être garanti par des investissements isolés, déconnectés des exigences plus larges du développement humain et économique.

Il exige des institutions compétentes, une éducation efficace, des soins de santé accessibles, des investissements productifs, des infrastructures fonctionnelles et des possibilités qui s'étendent à toutes les régions et à tous les groupes sociaux.

Il exige la reconnaissance des droits et des capacités des femmes, le respect des choix des familles et la création de conditions économiques permettant aux individus de contribuer véritablement à la société.

Il exige également de comprendre qu'aucun gouvernement, aucun programme et aucune génération ne peut accomplir cette tâche à lui seul.

La transformation démographique se déploie sur plusieurs décennies, mais la responsabilité de s'y préparer commence immédiatement.

Les possibilités sont considérables. Les conséquences de l'inaction le sont également.

Il ne faut pas demander aux jeunes Africains de porter le poids du développement simplement parce qu'ils sont nombreux. Il faut leur offrir les conditions nécessaires pour exercer leurs capacités et façonner leur avenir.

La responsabilité première incombe aux sociétés et aux institutions, qui doivent créer des perspectives d'avenir avant que les besoins ne deviennent pressants.

Une population jeune est une promesse inscrite dans l'avenir. Un dividende démographique est une réalisation qui doit être construite dans le présent.

La destinée démographique de l'Afrique ne sera pas déterminée par les chiffres seuls.

Elle dépendra de ce que le continent choisira de rendre possible pour ses populations.

Pour approfondir cette réflexion et poursuivre votre découverte, consultez la FWS Library & Bookstore ainsi que FWS Knowledge & Learning.